



Les syndicats de l'Education Nationale du Nord –Pas-de-Calais (FNEC FP FO, CGT Educ'Action, SUD Education, SNE, FAEN,...) réunis le 22/02/2014,

**appellent tous les personnels à se mettre en grève le mardi 18 mars
et à participer aux actions et manifestations organisées ce jour**
aux côtés des salariés du public et du privé, dans le cadre de l'appel interprofessionnel.

Dans l'Education Nationale, la **dégradation des conditions de travail et les attaques contre les statuts s'amplifient :**

Processus de décentralisation :

- la mise en place du décret sur les rythmes scolaires détruit le cadre national de l'éducation en faisant porter aux communes une partie de la responsabilité de la réussite en temps scolaire,
- le transfert de la carte des formations professionnelles et de l'orientation scolaire aux régions porte atteinte à l'égalité républicaine,

Remise en cause statutaire par l'allongement et l'annualisation de la durée du travail,

- avec la remise en cause du décret de 1950 qui définit les statuts des personnels du second degré
- avec l'annualisation du service des titulaires remplaçants et la modification des obligations de service des conseillers pédagogiques dans le premier degré

Moyens insuffisants :

- la menace de fermeture des SEGPA poursuit l'œuvre de destruction de l'enseignement spécialisé
- les créations de postes (74 dans le premier degré et 40 dans le second degré pour l'ensemble de l'académie) sont nettement insuffisantes au regard des besoins

Les personnels de l'Education Nationale sont frappés de plein fouet par la politique d'austérité démultipliée par les mesures contenues dans le pacte de responsabilité :

- gel du point d'indice pour la quatrième année consécutive avec le profilage d'une cinquième année,
- individualisation croissante des rémunérations avec la multiplication des primes,
- rumeur de blocage de l'avancement,
- baisse réelle des salaires avec la hausse des cotisations retraites
- terrible plan de casse de la Fonction Publique qui s'accompagne de la multiplication des contrats précaires et des statuts dérogatoires (politique de Modernisation de l'Action Publique qui poursuit les objectifs de la RGPP)

Pendant ce temps, les cadeaux au patronat se multiplient :

- le « pacte de responsabilité », c'est 65 milliards d'économie et 50 milliards de cadeaux aux patrons (crédit compétitivité-emploi et suppression des cotisations famille) qui seront financés par la baisse de la dépense publique sur le dos des salariés, du service public et des usagers,
- la suppression de 35 milliards de cotisations patronales de la branche famille de la Sécurité sociale programme le démantèlement et la fiscalisation de la sécurité sociale.

**C'est pourquoi les syndicats appellent les personnels à
faire grève et à manifester le 18 mars sur les
revendications communes à tous les salariés :**

- contre toutes les mesures d'austérité
- contre le « pacte de responsabilité »,
- contre tout transfert des cotisations patronales de la sécurité sociale, notamment de sa branche famille, vers l'impôt,
- pour l'augmentation générale des salaires,
- pour la défense de nos statuts et de nos missions,
- pour l'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois, pour la création de postes en fonction des besoins,
- pour la défense des Services Publics et l'abrogation des réformes antisociales en cours, notamment de la réforme des rythmes scolaires,
- pour le maintien du financement des allocations familiales par les cotisations employeurs,
- pour le retour à la retraite à 60 ans à taux plein,
- pour la défense de la Sécurité Sociale.